

ÉTAT DES LIEUX DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU VIETNAM SELON LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES, LE PLAN 2011 - 2020 ET LES PROBLÈMES POSÉS

NGUYEN THI CANH*
NGUYEN CHI HAI**
HUYNH NGOC CHUONG***

En se basant sur les données de l'Annuaire statistique de la période 2011 – 2018 et les estimations pour les années 2019 et 2020, l'étude analyse l'état des lieux du développement économique au Vietnam durant la décennie stratégique 2011 – 2020. Adoptant la méthode qualitative, elle analyse et évalue l'indice de croissance, le revenu moyen, la restructuration économique et quelques agrégats économiques pour confronter les résultats aux objectifs fixés par la stratégie de développement économique. Par ailleurs, l'étude montre les problèmes qui restent à résoudre, les causes pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints, et propose des solutions pour doper le développement économique dans la période à venir.

Mots-clés : croissance, restructuration économique, macroéconomie

Reçu le 6/10/2019 ; Mis en rédaction le 10/10/2019 ; Évalué le 25/10/2019 ; Validé le 4/12/2019

1. PROBLÉMATIQUE

L'Assemblée nationale et le Gouvernement ont promulgué les Résolutions relatives à la stratégie sur 10 ans et aux plans quinquennaux de développement socio-économique pour la période 2011 – 2020. Les objectifs définis sont les suivants : une croissance de 7 % - 8 %/an, un PIB par habitant d'environ 3.000 USD en 2020 ; la stabilité macroéconomique ; une structure économique moderne et efficace dans laquelle l'industrie et les services représentent environ 85 % du PIB en 2020... Le Vietnam pourrait-il atteindre les objectifs définis par la stratégie et les plans de développement ?

Pour répondre à cette question, la présente étude analyse la situation du développement économique du Vietnam de 2011 à 2018, en 2019 et en 2020 en se référant aux objectifs de

* , ** , *** Université d'Économie – de Droit, Université Nationale de HCMV.

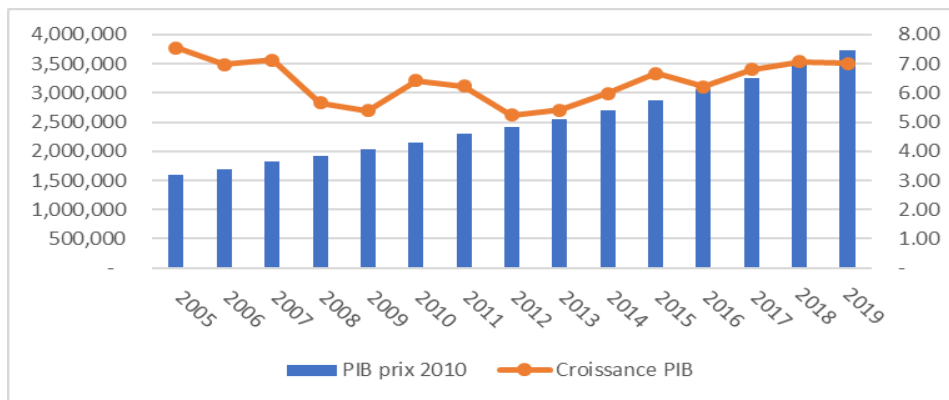
croissance économique, de PIB par habitant, de restructuration économique et à quelques agrégats économiques. L'analyse de l'état des lieux et la confrontation des résultats obtenus aux objectifs définis dans la stratégie et les plans quinquennaux permettent d'en déduire les limites, les causes de ces dernières et d'émettre des propositions et des solutions en vue de développer l'économie dans la période à venir.

2. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU VIETNAM À TRAVERS QUELQUES INDICES

2.1. Croissance économique

Jusqu'en 2018, le PIB à prix constants du Vietnam avoisine 3,5 millions de milliards de dôngs, soit 1,62 fois celui de 2010 et 2,2 fois celui de 2005. En 2018, le PIB moyen par habitant s'élève à 58 millions de dôngs, soit 10,23 fois celui de l'année 2000, et 2,36 fois celui de 2010. De façon générale, l'économie du Vietnam se développe donc considérablement par rapport à la période précédente (Graphique 1).

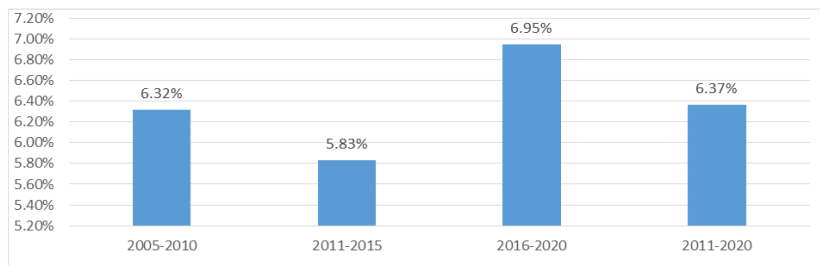
Graphique 1. PIB et Croissance économique du Vietnam



Source : Bureau Général de Statistiques (2010 - 2018).

La croissance économique moyenne du Vietnam est de 6,32 %/an durant la période 2005 - 2010, puis régresse à 5,83 %/an durant la période 2011 - 2015. Cette régression est principalement due à la crise économique mondiale et à la régression de l'économie du pays. Depuis 2016, l'économie s'est bien rétablie et selon les estimations, la croissance du Vietnam pourra atteindre 6,95 %/an durant la période 2016 - 2020⁽¹⁾.

Graphique 2. Croissance économique du Vietnam durant les différentes périodes



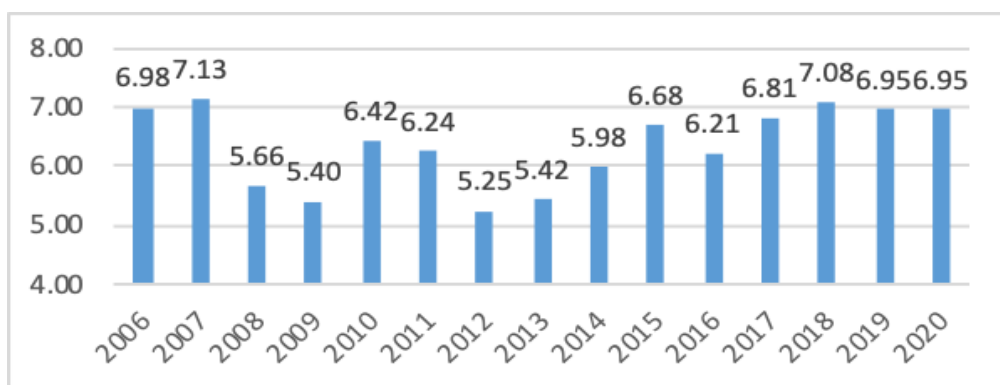
Source : Bureau Général de Statistiques, données (2010 - 2018) et estimations 2019 - 2020.

Par conséquent, durant la période 2011 - 2020, la croissance économique moyenne du Vietnam est d'environ 6,37 %/an (Graphique 2). Les objectifs stratégiques de 10 ans quant à la croissance (7 % - 8 %) n'ont donc pas été au rendez-vous. En général, la croissance économique du Vietnam se rapproche de celle de l'économie mondiale (corrélation positive).

La croissance pendant les périodes 2011 - 2015 et 2016 - 2020 par rapport aux objectifs

Les objectifs de croissance annuelle pour la période 2011 – 2015, fixés à 6,5 % - 7 %, étaient optimistes alors que l'économie mondiale venait de vivre la crise de 2008 et que la stagnation économique du Vietnam persistait, dévoilant davantage les faiblesses héritées de la période précédente. La croissance durant la période 2011 - 2015 est très en deçà des objectifs et de celle de la période 2006 – 2010, soit 6,15 %/an. Toutefois, le point positif de cette période est que la croissance s'est rétablie progressivement d'année en année à partir de 2012 et en 2015, elle est de 6,68 %, le taux le plus élevé de la période 2011 - 2015.

Graphique 3. Croissance économique du Vietnam par année

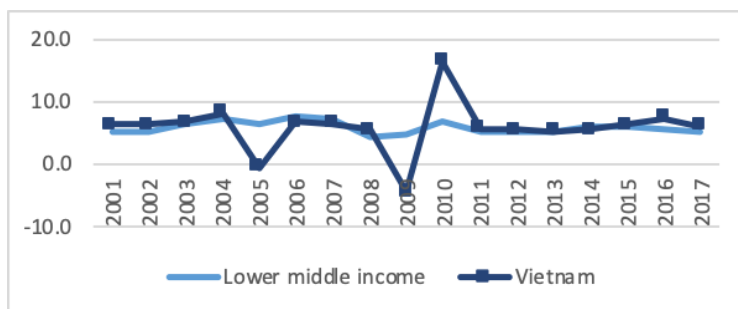


Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques

Pour 2016 - 2020, les objectifs de croissance moyenne sont de 6,5 - 7 %/an. C'est la période où l'économie du Vietnam commence à se rétablir et enregistre une croissance soutenue, les trois dernières années (2016, 2017, 2018) enregistrant une croissance en augmentation continue supérieure à 6 %. En 2018, la croissance économique, de plus de 7,08 %, est la plus importante enregistrée depuis la crise économique mondiale de 2008. Ces résultats consolident les estimations optimistes formulées pour les années suivantes (2019, 2020), misant sur une moyenne de 6,95 %. Par conséquent, les résultats positifs dernièrement enregistrés permettent d'estimer la croissance moyenne durant la période 2016 - 2020 à 6,95 %/an, chiffre qui rejoint les objectifs fixés pour cette période (Graphique 3).

Par rapport aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure⁽²⁾, exception faite des années 2013 et 2014, la croissance du Vietnam est supérieure à la croissance moyenne de ce groupe durant la période 2011 - 2017. Il s'agit là d'un point positif par rapport aux périodes précédentes où la croissance du Vietnam équivalait à la croissance moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Graphique 4).

Graphique 4. Croissance économique du Vietnam et croissance moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure



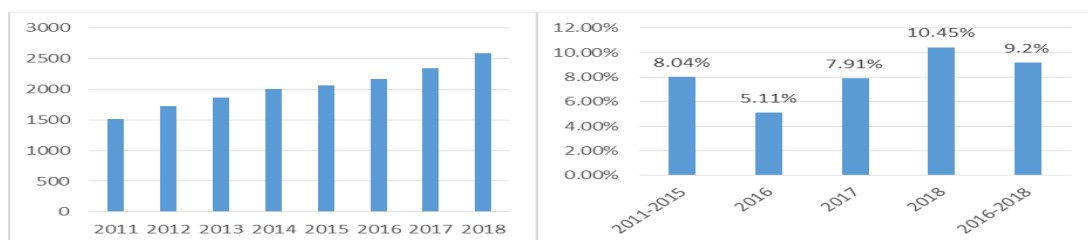
Source : Banque Mondiale (Données WDI⁽³⁾).

2.2. Produit intérieur brut/habitant

Une croissance économique élevée alliée à un accroissement démographique, maîtrisée explique l’augmentation continue du PIB annuel par habitant. Malgré les fluctuations enregistrées par la croissance du revenu moyen par habitant, il a augmenté fortement ces trois dernières années (2015 - 2018). En 1990, le PIB par habitant du Vietnam est d’environ 100 USD contre 2.385 USD en 2017, et contre 2.587 USD/habitant en 2018 (Données du Bureau Général de Statistiques) – soit une hausse de 24 fois ; si la croissance moyenne du PIB/habitant sur la période 2011 - 2018 est d’environ 5,5 %/an, elle est en moyenne de 7 %/an sur les trois dernières années. Si la croissance moyenne du PIB/habitant est maintenue à 7 %/an, il atteindra 3.000 USD/habitant en 2020 (Graphique 5).

Pourtant, l’objectif d’au moins 3.200 USD par habitant pour la période 2016 - 2020 fixé dans le plan de développement ne sera pas près d’être atteint.

Graphique 5. PIB/habitant et croissance du PIB/habitant du Vietnam



Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques

Cela fait 9 ans que le Vietnam fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. En 2017, le RNB par habitant du Vietnam est de plus de 2.160 USD/habitant, soit environ 61 % du RNB par habitant de l’Indonésie, qui enregistre le RNB par habitant le plus élevé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Tableau 1).

Tableau 1. Revenu moyen par habitant du Vietnam et des pays du même groupe

Pays	Durée du niveau du revenu		PNB moyen/hab. en 2017 (USD)	Croissance du RNB moyen/hab.		
	Faible	Intermédiaire tranche inférieure		1990-2000 (%)	2001-2010 (%)	2011-2017 (%)

Indonésie	11	20	3.540	0,35	14,93	2,80
Ouzbékistan	10	17	2.000	0,00	10,18	4,57
Inde	20	11	1.790	1,48	11,72	4,56
Soudan	20	11	2.380	-4,63	15,56	8,24
Vietnam	22	9	2.160	12,17	12,59	8,02
Ghana	23	8	1.880	-1,61	17,18	5,04
Cameroun	11	20	1.370	-3,29	8,46	-0,12
Myanmar	27	4	1.210	0,00	0,00	2,89
Pakistan	21	10	1.580	1,55	8,93	5,44
Kenya	27	4	1.460	1,01	10,47	6,33
Bangladesh	27	4	1.470	3,08	6,84	9,14

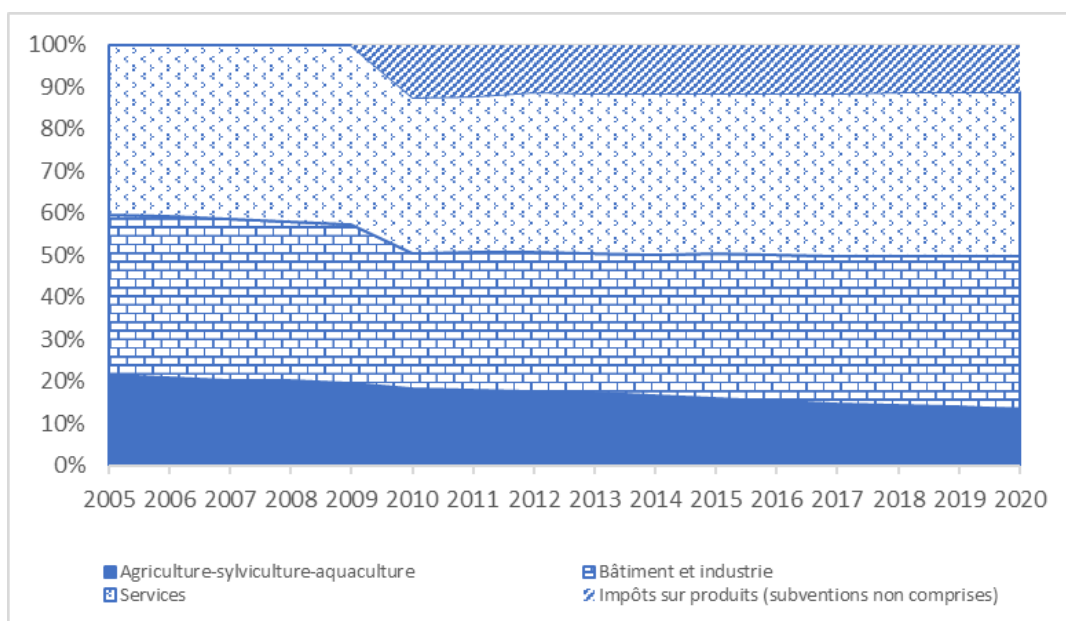
Source : Calculs à partir des données de la Banque Mondiale

En termes de croissance du revenu moyen par habitant, le Bangladesh, le Vietnam et le Soudan sont les pays qui enregistrent la croissance la plus importante, soit 8 % et plus par an durant la période 2011 - 2017. Pour le Vietnam, elle est de 8,02 %/an, mais elle a considérablement régressé par rapport aux décennies précédentes.

Par conséquent, si la croissance du revenu moyen par habitant du Vietnam se maintient au niveau de celle de la période 2011 - 2017, en 2030, le revenu moyen par habitant sera de plus de 5.874 USD par habitant, et en 2030, le Vietnam fera partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Pourtant, ce niveau de revenu moyen ne représente même pas 50 % du niveau de revenu élevé de 2017 (plus de 12.000 USD/habitant).

2.3. Restructuration des secteurs économiques

Graphique 6. Restructuration des secteurs économiques

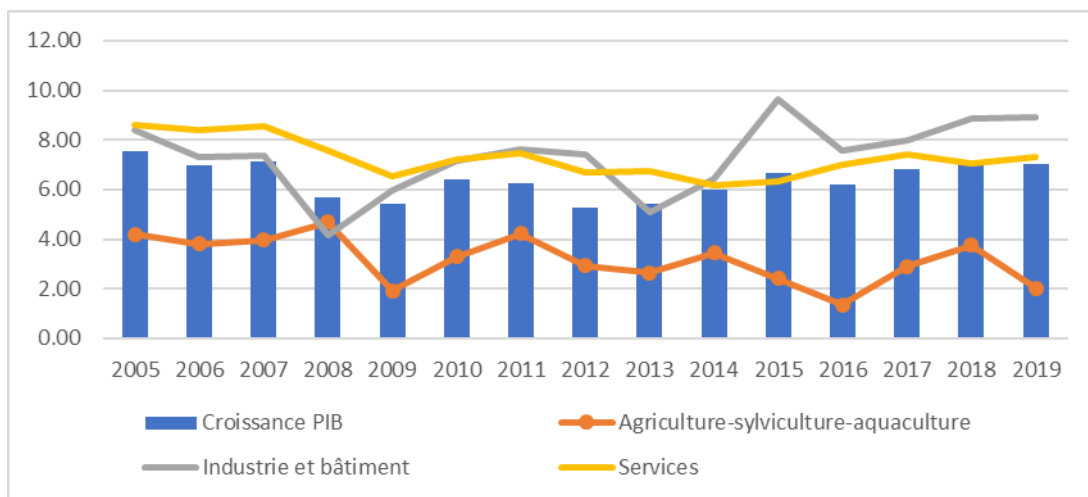


Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques

Le développement économique s’est accompagné de l’augmentation de la part de l’industrie et des services. Le rôle du secteur agricole est de moins en moins important, passant de 21,6 % du PIB en 2005 à 14,3 % en 2018, et sera de 13,4 % en 2020 selon les estimations. La réduction de l’importance de l’agriculture va de pair avec l’augmentation de la part de l’industrie et des services : il est estimé qu’en 2020, les services représenteront 39 %, l’industrie et le bâtiment 36 % du PIB du Vietnam (Graphique 6).

Le secteur agricole enregistre aussi la croissance la plus faible. Sa croissance la plus importante est de 4,96 % en 2008, l’année où le secteur du bâtiment et de l’industrie a accusé la croissance la plus faible, soit 4,13 %, plus faible même que le secteur agricole. Le secteur du bâtiment et de l’industrie est celui dont la croissance connaît les fluctuations les plus importantes, fluctuations qui constituent “le baromètre” de l’économie. Pendant les années où l’économie se développe de manière stable et positive, ce secteur enregistre une croissance assez élevée, notamment depuis 2014, où sa croissance est la plus importante parmi les trois secteurs. Le secteur tertiaire, quant à lui, est fort d’une croissance toujours assez élevée et qui fluctue beaucoup moins que l’agriculture et l’industrie. Mais depuis 2005, sa croissance a tendance à marquer le pas : durant la période 2005-2009, elle est en moyenne de 7,75 %/an, contre 6,76 %/an seulement pendant la période 2011-2018 (Graphique 7).

Graphique 7 : Croissance de trois secteurs économiques



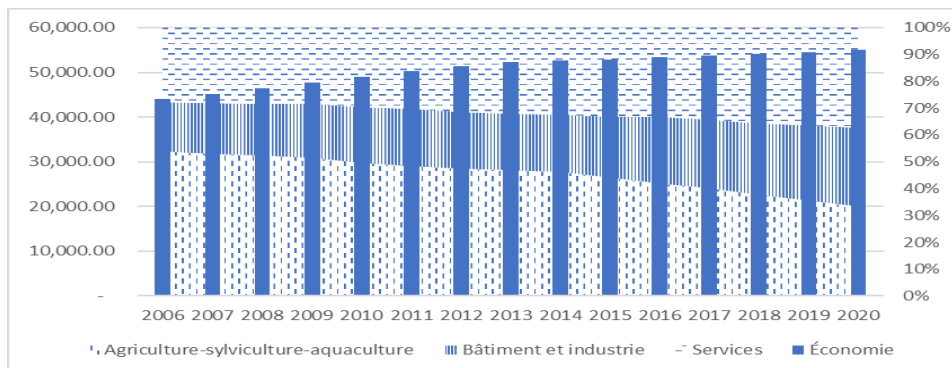
Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques.

Allant de pair avec la restructuration économique, celle de la main-d’œuvre du Vietnam se fait au profit des secteurs de l’industrie et des services. Pourtant, en 2017, le taux des travailleurs vietnamiens du secteur agricole – sylvicole – aquacole est toujours supérieur à 40 %. Et malgré les progrès du développement des industries, notamment celles qui absorbent beaucoup de main-d’œuvre, en 2017, les travailleurs du secteur du bâtiment et de l’industrie ne représentent qu’environ 25,8 % de la population active du Vietnam.

Selon les estimations, en 2020, le taux des travailleurs du secteur agricole sera de 33,49 %, celui du secteur du bâtiment et de l’industrie de 29,34 % (Graphique 8). Par ailleurs,

l'accroissement de la population active ralentit à cause du vieillissement de la population et des effets du planning familial. Depuis 2015, il est régulièrement modeste, avoisinant 1 %/an, ce qui annonce le début de la diminution de la population active.

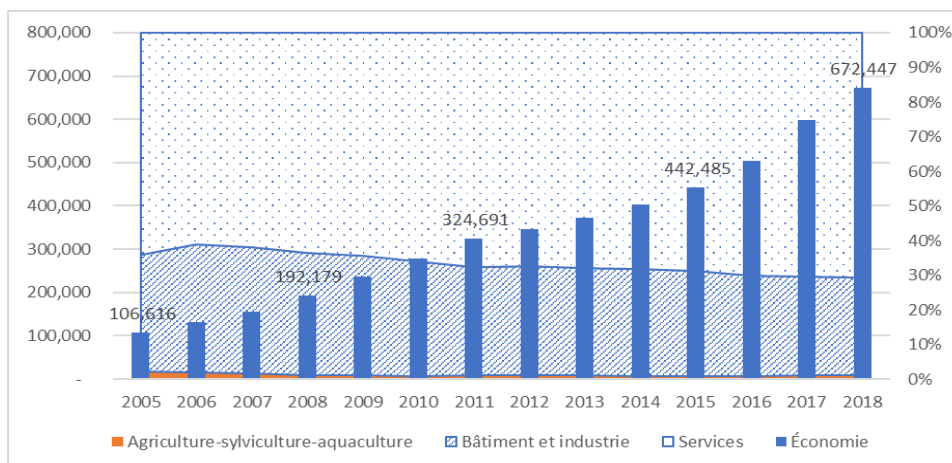
Graphique 8. Échelle et structure de la main-d'œuvre selon les secteurs



Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques.

Vu sous un autre angle, bien que les travailleurs du secteur agricole représentent 40 % de la population totale, en 2008 le nombre d'entreprises agricoles n'est que de 7.000, soit 1 % du nombre total des 672.000 entreprises en activité. Ce qui montre que la plupart des travailleurs du secteur agricole ne travaillent pas dans des entreprises mais dans des entités de production traditionnelles telles que les ménages. Dans la structure des entreprises au Vietnam, le secteur tertiaire regroupe toujours le nombre le plus important d'entreprises, soit 70,5 %. Dans le secteur du bâtiment et de l'industrie, en 2018, il y a environ 190 700 entreprises en activité, soit environ 5,3 fois plus qu'en 2005, ce qui montre le développement rapide du nombre d'entreprises du secteur. Toutefois, son développement est beaucoup moins élevé que celui du nombre d'entreprises du secteur des services, c'est pourquoi la part que représentent ses entreprises est en diminution progressive. Si, en 2005, elle est d'environ 33,8 %, en 2018, elle n'est plus que de 28,36 % des entreprises en activité (Graphique 9).

Graphique 9. Structure des entreprises des différents secteurs économiques



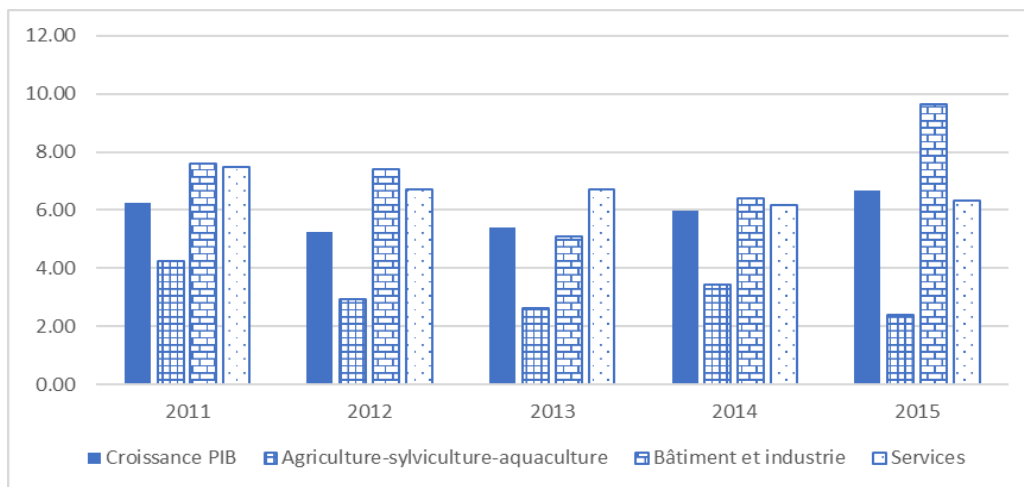
Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques

Résultats de la restructuration économique par rapport aux objectifs

Durant la période 2011 - 2015, l'économie continue d'évoluer vers une plus grande importance de l'industrie et des services. En 2015, ces deux secteurs représentent 72,45 % du PIB, l'industrie à elle seule 34,16 % du PIB.

Cette période observe également une régression forte de la croissance industrielle de 2011 à 2013, soit 5,08 % seulement en 2013 contre 7,6 % en 2011. Cependant, la croissance industrielle a repris en 2014 et 2015 (Graphique 10). Durant la période 2011 - 2015, la croissance moyenne du secteur est de 7,12 %/an, une croissance plus élevée que celle de 6,18 %/an seulement de la période 2006 - 2010. Alors que la croissance du secteur agricole est presque la même que la période précédente (soit 2,85 %/an contre 2,86 %/an durant la période 2006 - 2010), la croissance du secteur des services est en baisse : durant la période 2011 - 2020, la croissance moyenne est de 6,48 %/an seulement contre 7,75 %/an durant la période 2006 - 2010.

Graphique 10. Croissance des secteurs économiques du Vietnam (2011-2015)



Source : Calculs à partir des données du Bureau Général de Statistiques

L'objectif à atteindre est qu'en 2020, les secteurs secondaire et tertiaire représentent 85 % du PIB. En 2018, la part de ces deux secteurs est de 74,35 % du PIB. Selon les estimations, si l'économie maintient sa croissance stable des trois dernières années (2016 - 2018), en 2020 la part des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services sera respectivement de 13,36 %, 36,52 % et 38,96 %, le reste étant constitué par les taxes et impôts. Selon les données mises à jour du Bureau Général de Statistiques, en 2018, le secteur primaire représente 14,57 % du PIB, le secteur secondaire 34,28 %, le secteur tertiaire 41,17 % et les taxes et impôts 9,98 % (contre respectivement 15,34 %, 33,40 %, 41,26 % et 10 % en 2017). Cela veut dire que si l'objectif stratégique quant à la restructuration économique est atteint, c'est-à-dire que si la part du secteur agricole est inférieure à 15 %, les deux autres secteurs d'activité représenteront ensemble plus de 85 % (les taxes et impôts seront répartis proportionnellement dans les trois secteurs).

À côté de la structure des secteurs économiques, il est défini qu'en 2020, la part des travailleurs dans l'agriculture sera d'environ 30 % à 35 %, contre 37,7 % en 2018 et 44 % en 2015. Vu la croissance actuelle des secteurs de l'industrie et des services, cet objectif pourra être atteint en 2020.

2.4. Agrégats économiques

La croissance économique dépend considérablement de la stabilité des facteurs macroéconomiques. Dernièrement, la situation macroéconomique du Vietnam est relativement stable : inflation contrôlée, baisse du déficit budgétaire, balance commerciale excédentaire pendant trois années successives, ce qui dépasse de loin les objectifs définis (le plan quinquennal table sur un excédent des importations inférieur à 10 % de la valeur des exportations). L'inflation est inférieure à 4 % et surtout, est relativement stable au cours des trois dernières années du plan quinquennal ; le déficit budgétaire lui aussi est inférieur à 5 % du PIB.

Les agrégats économiques tels que l'inflation (IPC), le déficit budgétaire, la dette publique, l'excédent de la balance commerciale durant la période 2016 - 2018 évoluent vers le positif, ce qui contribue depuis 2014 à la reprise et à la croissance économique. Si on se réfère aux estimations pour les années 2019 et 2020, la valeur moyenne de presque tous ces agrégats durant la période 2016 – 2020 est nettement meilleure que durant la période 2011 - 2015. Cela montre que les mesures de stabilisation, d'encouragement et de développement économiques du Gouvernement peuvent ne pas donner de résultats immédiats mais s'avèrent efficaces sur le long terme.

- Concrètement, selon les estimations, l'IPC de la période 2016 – 2020 reste entre 2,6 % et 3,5 % (l'objectif stratégique est atteint). Ce maintien de l'IPC à un faible taux montre le contrôle très efficace du prix du panier moyen par le Gouvernement, notamment le prix des vivres et des services publics.

- Selon les estimations, le déficit budgétaire a tendance à diminuer d'année en année durant la période 2016 – 2020. De plus de 5,5 % en 2016, il est passé à moins de 4 % les 4 années suivantes, de 2017 à 2020. Cela montre que les mesures pour limiter les dépenses publiques sont efficaces sur le long terme bien que la part des recettes budgétaires dans le PIB diminue progressivement jusqu'à maintenant.

- Les dettes publiques, encore importantes, marquent une tendance à la régression, ce qui constitue un point positif en faveur de l'effort de contrôle des dettes et des mesures de restructuration des dettes du Gouvernement.

- L'exportation devient un des éléments importants stimulant la croissance économique durant la période 2011 - 2020. L'excédent commercial du Vietnam, qui a beaucoup augmenté pendant la période 2016 – 2020, est estimé à 6,8 milliards USD alors que le déficit commercial est de plus de 3 milliards USD en 2015. Le Vietnam a pris des décisions judicieuses en participant activement aux accords internationaux de libre échange, en consolidant et en élargissant les grands marchés de l'exportation vers les grands partenaires tels que les États-Unis, la Chine et les pays de l'UE. Par ailleurs, l'intégration des

technologies en vue de répondre aux exigences de la qualité internationale a permis aux produits vietnamiens d'être acceptés plus largement. Là, le mérite des associations de l'exportation qui ont œuvré pour la protection et la promotion des produits à l'international doit être reconnu.

- L'amélioration de la productivité au fil du temps renforce sa contribution à la croissance économique et diminue la dépendance envers les secteurs qui exigent beaucoup de capitaux et de main-d'œuvre.

On peut dire que durant la période 2011 - 2020, les agrégats économiques tels que la croissance, l'inflation, les dettes publiques, l'excédent de la balance commerciale, la productivité... sont des points d'orgue dans le paysage de la croissance économique du Vietnam.

3. PROBLÈMES, LIMITES ET CAUSES

3.1. Problèmes et limites

Durant la période 2011 - 2020, la croissance économique du Vietnam révèle les problèmes et limites suivants :

En premier lieu, malgré la baisse du déficit budgétaire et des dettes publiques, le rapport dépenses/PIB reste inchangé. Le rapport recettes/PIB commence à diminuer, passant de plus de 27 % en 2006 à 20 % en 2015, se situant à environ 20 % - 22 % les trois dernières années (2016 - 2018). Le rapport dépenses budgétaires/PIB du Vietnam est plus élevé que celui des recettes/PIB. Concrètement, de plus de 26,44 % en 2011, il est passé à plus de 28 % en 2013 et aux environs de 25 % actuellement. Le rapport dépenses/PIB plus élevé que celui des recettes/PIB explique que plusieurs années, le déficit budgétaire dépasse le seuil de 5 % du PIB ; en 2012, il est même assez élevé, soit 6,6 % du PIB. Les dettes publiques restent très proches du plafond de moins de 65 % du PIB fixé par l'Assemblée Nationale, des mesures plus durables s'imposent en termes de limitation et de contrôle de ces dettes, notamment en ce qui concerne les dettes extérieures, la solvabilité et la discipline dans les comptes. En moyenne, les dettes publiques de la période 2011 - 2015 représentent 56,98 % du PIB et estimées à 61 % du PIB durant la période 2016 - 2020.

Tableau 2. Indice ICOR du Vietnam selon la période stratégique et le plan

Période	ICOR
2011 - 2015	5.67
2011 - 2020	5.82
2016 - 2020	5.92

Sources : Calculs de l'auteur.

En deuxième lieu, la qualité de la croissance n'est pas élevée et stable et l'efficacité des investissements faible, se traduisant par un indice ICOR élevé proche de 6 (Tableau 2).

L'élément essentiel contribuant à la croissance économique du Vietnam durant la période 2011 - 2020 reste principalement l'augmentation des entrées (les capitaux et la main-

d'œuvre). La croissance économique et le revenu moyen sont assez élevés, mais pour devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dans la période à venir, le Vietnam doit enregistrer une croissance au moins égale à celle de la période 2011 - 2020. De plus, la qualité de la croissance jusqu'en 2030 (l'année où le revenu serait, selon les estimations, intermédiaire de la tranche supérieure) décidera de la possibilité de quitter le revenu intermédiaire pour s'acheminer vers un revenu élevé en 2045. Le Vietnam devra donc surmonter les défis relatifs à la qualité de la croissance afin d'atteindre un niveau de croissance rapide et stable.

En troisième lieu, malgré un contrôle efficace de l'IPC moyen, l'IPC de certains produits, notamment ceux du secteur de la santé, sujet de grandes fluctuations durant la période 2011 - 2020, dépassant même 42 % en 2017, nécessite une intervention plus draconienne du gouvernement.

En quatrième lieu, en général, la restructuration économique va dans la bonne direction (comme analysé en 2.3, l'augmentation forte des secteurs de l'industrie et des services aux dépens de l'agriculture répond aux objectifs de l'industrialisation), mais la restructuration au sein de chaque secteur n'est pas qualitative, notamment dans les domaines à grande valeur ajoutée ou qui intègrent les hautes technologies. Les industries de transformation et de fabrication ne représentent qu'environ 15 % du PIB, la mécanique, l'électronique et la chimie pharmaceutique peinent à moins de 5 % du PIB.

En cinquième lieu, comme analysé précédemment, la valeur totale des échanges augmente rapidement et contribue à la croissance économique, mais les exportations du secteur domestique restent modestes, contrairement aux exportations du secteur de l'IDE qui sont élevées (plus de 72 %), et la valeur ajoutée des produits exportés est faible, s'agissant de produits agricoles ou de produits sous-traités comme les textiles.

En sixième lieu, la mise en œuvre de stratégies de percée relatives à la réforme institutionnelle, au développement de la main-d'œuvre, notamment de la main-d'œuvre qualifiée et à la construction des infrastructures cohérentes, ont montré leur efficacité, vu leur impact sur la croissance économique et la productivité. Cependant, les résultats à valeur percutants ne sont pas évidents, les stratégies montrent même leurs limites faute d'avoir été réalisées de façon radicale.

3.2. Causes des problèmes et limites

La première cause de ces limites et de la non-atteinte des objectifs, notamment ceux du plan quinquennal 2011 - 2015, se situe dans la gouvernance et de la gestion de l'économie par le Gouvernement. Les limites et les faiblesses repérées lors du 11^e Congrès du Parti en 2011 n'ont pas été surmontées à temps et de manière radicale, certaines se sont même aggravées. Concrètement, le modèle de la croissance économique n'a pas vraiment changé ; les investissements de l'État dans les grands groupes publics et les projets publics ne sont pas efficaces, sans compter les difficultés extérieures comme la crise économique...

En particulier, les principaux blocages montrés du doigt lors du 11^e Congrès du Parti persistent :

- L'économie de marché à orientation socialiste n'est pas concrétisée, elle n'est pas non plus institutionnalisée, la non-cohérence est présente sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Les problèmes dans la relation entre l'état et le marché ne sont pas résolus, en d'autres termes, la gestion de l'état n'est pas compatible avec le mécanisme de l'économie libérale.
- L'accent a été mis sur le développement de la main-d'œuvre qualifiée, mais la méthode et la gestion laissent beaucoup à désirer. C'est pourquoi dans de nombreux domaines, elle ne répond pas aux exigences ou manque cruellement, les postes de gestion n'arrivant même pas à se pourvoir.
- Les infrastructures, notamment les infrastructures techniques, malgré leur modernisation, ne sont pas à la hauteur du développement. Les embouteillages et la pollution dans les grandes villes s'aggravent.
- Le niveau technologique reste faible et leurs applications dans la production et dans la vie de tous les jours sont limitées. Malgré son amélioration, l'environnement des investissements n'encourage pas les entreprises à mettre à jour leurs technologies.
- Les solutions proposées par les stratégies et les plans pour la période 2011 – 2020 sont en général assez complètes, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. La raison en est peut-être au manque de main-d'œuvre, de volonté politique, d'itinéraire, de plan d'action et d'étapes adéquates.

4. RECOMMANDATIONS POUR BOOSTER LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET RESTRUCTURER LES SECTEURS ECONOMIQUES DANS LA PERIODE A VENIR

Pour atteindre les objectifs de croissance souhaités (plus de 7 %/an) et de restructuration économique orientée vers l'industrialisation et la modernisation, il faut avoir non seulement les ressources (capitaux, main-d'œuvre, technologies, modèle économique) mais encore des solutions faisables. Ces solutions sont les suivantes :

- (1) Orienter le modèle de croissance vers la qualité et développer l'économie de façon durable en attirant les investissements privés nationaux et internationaux dans les domaines permettant une bonne restructuration des secteurs orientée vers l'industrialisation et la modernisation. Mener la réforme de l'éducation et de la formation afin d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre pour attirer des investissements dans les domaines qui intègrent un niveau technologique élevé, qui ont une forte productivité et une forte valeur ajoutée pour être compétitif sur le marché international.
- (2) La réforme de l'administration doit garantir la libération des marchés tels que le marché foncier, le marché des capitaux, celui des technologies et du travail, favoriser l'accès des entreprises et des citoyens aux ressources, économiser les dépenses de la société et améliorer l'efficacité de l'économie.
- (3) Il faut opter des politiques qui aident à améliorer la compétitivité des entreprises nationales, favorisant le secteur privé afin qu'il puisse améliorer sa compétitivité, sa productivité et son efficacité. La plupart des entreprises vietnamiennes sont de petites

entreprises, ce qui demande des politiques de soutien pour que les PME du secteur privé améliorent leur productivité, leur efficacité et leur compétitivité.

(4) Améliorer l'efficacité de la gestion et de la gouvernance de l'État pour répondre aux exigences de l'intégration économique. L'efficacité de la gestion de l'État dans l'économie de marché à orientation socialiste se traduit par les outils suivants : (i) finaliser le système juridique pour créer un cadre juridique pour toutes les relations économiques et sociales et réguler les acteurs économiques ; (ii) réformer les contenus et les méthodes de la planification, passant de la fonction distributionnelle à la prévention, l'information et l'équilibrage ; (iii) intervenir et réguler "la main invisible" de l'économie de marché par des politiques-levers économiques dont les plus importantes concernent la finance nationale, les crédits, la monnaie et la banque, les secteurs clés les plus sensibles de l'économie de marché ; (iv) L'intervention directe de l'État doit se faire au moyen de ses produits et services, notamment les produits et services publics qui créent un bon environnement pour attirer des investissements privés du pays et de l'étranger.

(5) Continuer à renouveler et à finaliser les politiques économiques et à mener la réforme administrative. Réformer l'administration publique et le secteur économique public, ne conserver que les secteurs clés, diminuer la taille et réévaluer le modèle de grands groupes publics, développer le secteur privé du pays, associer les ressources internes aux ressources externes pour favoriser l'intégration du Vietnam tout en assurant notre souveraineté dans le contexte du développement économique, considérant l'intégration comme un facteur qui permet d'optimiser les ressources internes.

(6) La restructuration économique tend vers l'industrialisation et la modernisation en s'appuyant sur les forces internes et le contexte d'intégration internationale. Attirer les investissements privés domestiques et étrangers dans les projets de construction d'infrastructures favorisant le développement socioéconomique, l'urbanisation, la restructuration économique, notamment pour l'économie agricole.

(7) Stimuler la restructuration économique en fonction des secteurs et au sein des secteurs afin d'améliorer la productivité, l'efficacité et la compétitivité dans le contexte de l'intégration. La restructuration économique doit viser l'amélioration de la productivité sociale, assurer le développement durable à travers l'aménagement de zones industrielles et l'urbanisation, tout en préservant les écosystèmes et en réduisant l'écart entre riches et pauvres et entre les couches sociales.

(8) Pour contrôler le déficit budgétaire et diminuer les dettes publiques, il faut réduire les dépenses et augmenter les recettes. Augmenter les recettes dans le cadre de l'intégration n'est pas facile, du fait de la réduction des taxes de l'import-export, la solution qui reste est d'avoir recours aux taxes directes. Diminuer les dépenses consiste à les restructurer tout en menant la réforme du système administratif. Le contrôle des dettes publiques consiste à les restructurer et à limiter ou supprimer des projets peu efficaces. □

NOTES

⁽¹⁾ La présente étude prévoit que la croissance des années 2019 et 2020 sera aussi élevée que la croissance moyenne de la période 2016 - 2018.

⁽²⁾ Selon les statistiques de la Banque Mondiale, les indices de croissance sont mis à jour jusqu'en 2017.

⁽³⁾ Consulté le 2/8/2019.

RÉFÉRENCES

1. Banque Mondiale, <http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>, 8/8/2019.
2. Quốc hội nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam. 2011. Nghị quyết số 10/2011/QH13 về Kế hoạch phát triển kinh tế - xã hội 5 năm 2011 - 2015 [Résolution n° 10/2011/QH13 sur le Plan quinquennal de développement socio-économique 2011 - 2015], <http://quochoi.vn/Pages/default.aspx>, 8/8/2019.
3. Quốc hội nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam. 2016. Nghị quyết số 142/2016/QH13 về Kế hoạch phát triển kinh tế - xã hội 5 năm 2016 - 2020 [Résolution n° 142/2016/QH13 sur le Plan quinquennal de développement socio-économique 2016 - 2020], <http://quochoi.vn/Pages/default.aspx>, 8/8/2019.
4. Tổng cục Thống kê. Báo cáo tình hình kinh tế - xã hội các năm 2011 - 2017, 2018 [Rapport sur la situation socioéconomique des années 2011 – 2017 et 2018]. Báo điện tử Đảng Cộng sản Việt Nam, www.cpv.org.vn, 2/8/2019.
5. Văn kiện Đại hội Đảng Cộng sản Việt Nam. 2011. *Chiến lược phát triển kinh tế - xã hội 2011 - 2020 [Stratégie de développement socio-économique 2011 - 2020]*. Hà Nội.